

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter [la plateforme de suivi des politiques du FMI "Policy Responses to COVID-19"](#).

Avant la récession économique provoquée par la chute des prix du pétrole et la pandémie de Covid-19, le Ghana se classait régulièrement parmi les dix économies africaines à la croissance la plus rapide, mais cette tendance a changé. Après avoir rebondi à 5,4 % du PIB en 2021, la croissance a ralenti à 3,6 % du PIB en 2022, dans le contexte des perturbations économiques et commerciales mondiales causées par la guerre en Ukraine. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB devrait encore diminuer pour atteindre 2,8 % en 2023 avant de remonter à 3,9 % en 2024. La baisse des prix du pétrole et du niveau de production, les vulnérabilités budgétaires et de la dette ainsi qu'un environnement extérieur difficile entraveront les perspectives de croissance.

En 2022, l'économie ghanéenne, qui se remet encore de l'impact de la pandémie de Covid-19 et de l'effondrement des recettes d'exportation du pétrole et du cacao, a été encore plus touchée par les conséquences de la guerre en Ukraine. La dette publique est passée de 82,1 % du PIB en 2021 à 90,7 % du PIB en 2022, et les inquiétudes des investisseurs ont entraîné des dégradations de la note de crédit, des sorties de capitaux, une perte d'accès aux marchés extérieurs et une augmentation des coûts d'emprunt nationaux (FMI). La dette est due en partie à des coûts exceptionnels dans les secteurs de l'énergie et de la finance. En effet, les arriérés du gouvernement envers le secteur de l'énergie représentent 1 % du PIB chaque année (Coface). Le paiement des intérêts de la dette pèse lourdement sur le déficit budgétaire, malgré l'augmentation des recettes fiscales et de la demande extérieure de pétrole, d'or et de cacao. Le déficit budgétaire est passé de -11,4 % du PIB en 2021 à -9,2 % du PIB en 2022, et même s'il devrait continuer à se réduire, il restera élevé en 2023 (-8,6 % du PIB) et en 2024 (-8,9 % du PIB) (FMI). Les chocs sur les prix et la chaîne d'approvisionnement provoqués par la guerre en Ukraine ont exacerbé la situation, entraînant une forte dépréciation du taux de change, une poussée de l'inflation et une pression sur les réserves de change (FMI). De 10 % en 2021, l'inflation a grimpé à 27,2 % en 2022 et, tout en diminuant, elle devrait rester très élevée en 2023 (20,9 %) et 2024 (14,7 %) (FMI). En décembre 2022, il a atteint 54,1 % (Focus Economics). En décembre 2022, l'équipe du FMI est parvenue à un accord avec les autorités ghanéennes sur un programme triennal soutenu par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 3 milliards de dollars. Ce programme vise à rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en jetant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive. En février 2023, le gouvernement a clôturé son programme de restructuration de la dette intérieure, reportant les échéances de 2023 à 2028 et réduisant les taux d'intérêt nominaux (Focus Economics). Des pourparlers ont été entamés avec les membres du Club de Paris concernant la restructuration de la dette extérieure. Selon les estimations du FMI, la dette publique atteindra 87,8 % du PIB en 2023 et 89,2 % en 2024. Les autorités ghanéennes se sont engagées à mettre en œuvre un vaste programme de réformes économiques, qui s'appuie sur le programme de croissance économique post-COVID-19 (PC-PEG) du gouvernement (FMI). Le gouvernement reste également attaché au programme de redressement du secteur de l'énergie (2019-2023) établi en collaboration avec la Banque mondiale.

Le Ghana est confronté à de fortes inégalités, à une augmentation de la pauvreté et du chômage. Le pays est classé 133e dans l'indice de développement humain de 2021. Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de chômage dans le pays était d'environ 3,9 % en 2021.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	72,24	76,63	75,65	76,71	81,79
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,1	1,2	2,7	4,6	4,9
PIB par habitant (USD)	2.252	2.329	2.242	2.217	2.305
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	92,4	84,9	81,5	78,8	75,8
Taux d'inflation (%)	n/a	42,2	23,2	11,5	8,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-1,52	-1,91	-2,11	-2,30	-2,74
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,1	-2,5	-2,8	-3,0	-3,3

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par [la Coface](#).

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le Ghana, premier producteur d'or d'Afrique, est riche en ressources naturelles et bénéficie d'un sol fertile. L'agriculture représente 19,7 % du PIB (Banque mondiale) et emploie 30 % de la main-d'œuvre du pays. Les terres arables couvrent environ 57 % de la superficie totale du pays (FAO). La plupart des terres cultivées (95 %) sont constituées de petites et moyennes exploitations (jusqu'à 10 hectares). Les cultures varient considérablement selon les régions. Dans la zone forestière (sud-ouest), les cultures arboricoles, notamment le cacao, le palmier à huile, le café et le caoutchouc, sont courantes. Le maïs, les légumineuses, le cocoyam ou l'igname, ainsi que le tabac et le coton figurent parmi les cultures les plus récoltées dans la ceinture moyenne du pays. Le tabac et le coton sont également récoltés dans le nord du pays, en plus du sorgho, du millet, du niébé et des arachides. Bien que l'élevage soit important, en particulier dans le nord du pays, le Ghana importe encore de la viande et des produits laitiers pour répondre à la demande.

L'industrie représente 28,3 % du PIB et emploie 21 % de la population active. Elle est dominée par l'exploitation minière, l'exploitation forestière, l'industrie légère, la fonte d'aluminium, l'industrie alimentaire, la production de ciment, la construction de petits navires commerciaux et le pétrole. L'extraction d'or, de bauxite et de manganèse joue un rôle clé grâce aux riches ressources du sous-sol du pays. Les riches réserves de bauxite, associées à d'importants stocks d'hydroélectricité, offrent un fort potentiel pour la fusion de l'aluminium. Le Ghana possède également une industrie automobile relativement sophistiquée et exporte des voitures vers d'autres régions d'Afrique.

Le secteur des services est la composante la plus importante de l'économie, représentant 45,9 % du PIB et employant 49 % de la main-d'œuvre (Banque mondiale). Le secteur bancaire s'est développé et modernisé ces dernières années, mais il a encore une marge de progression. Les télécommunications sont le principal secteur de services en raison de la croissance rapide du nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles et de l'émergence des technologies de paiement mobile.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur <i>(en % de l'emploi total)</i>	39,5	19,1	41,4
Valeur ajoutée <i>(en % du PIB)</i>	18,8	31,5	44,1
Valeur ajoutée <i>(croissance annuelle en %)</i>	0,4	5,7	2,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Cedi ghanéen (GHS) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	3,99	4,35	4,59	5,20	5,60

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Ghana est très ouvert au commerce extérieur qui représentait 58% du PIB en 2021 (Banque Mondiale). Le gouvernement veut créer un environnement économique qui facilite le développement du secteur privé, garantissant ainsi la transparence des échanges et favorisant la compétitivité sur les marchés étrangers. Le Ghana exporte principalement de l'or et d'autres minerais et pierres précieuses, du pétrole, du cacao, des noix, du bois, du poisson et des huiles végétales. Le pays importe principalement des machines, des véhicules, des huiles de pétrole, du fer, des produits électriques, des plastiques, des céréales et d'autres produits alimentaires, des médicaments et des biens d'équipement (ITC, 2021).

Le Ghana est membre de l'Organisation mondiale du commerce et de la CEDEAO. Il a également signé de nombreux accords de partenariat, notamment avec l'UE. L'Union européenne soutient également le programme ghanéen "Beyond Aid", qui vise à réorganiser la dynamique commerciale entre le pays et les économies développées. Les droits de douane ne sont pas élevés, mais ils s'appliquent à tous les produits importés. Le Ghana utilise les tarifs douaniers extérieurs communs de la CEDEAO. L'importation de certains produits tels que le savon au mercure, les déchets dangereux ou les produits contaminés est interdite.

Les principaux clients du Ghana sont la Chine, la Suisse, l'Inde, l'Afrique du Sud et les Pays-Bas. Les Pays-Bas sont son principal client pour les produits horticoles. Les principaux fournisseurs du Ghana sont la Chine (18,2 % des importations totales), les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde et la Belgique (ITC, dernières données disponibles).

Selon les données de l'OMC, en 2021, le Ghana a exporté des biens pour une valeur totale de 14,73 milliards de USD et a importé des biens pour une valeur totale de 13,63 milliards de USD. En ce qui concerne les services, le Ghana a exporté pour 9,17 milliards de USD de services et en a importé pour 12,34 milliards de USD. En mars 2022, l'excédent commercial de marchandises a atteint un niveau record de 676,21 millions de USD (Banque du Ghana).

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens <i>(millions USD)</i>	13.134	13.411	12.429	13.629	14.621
Exportations de biens <i>(millions USD)</i>	14.943	15.668	14.472	14.727	17.494
Importations de services <i>(millions USD)</i>	10.086	13.498	12.117	12.338	11.854
Exportations de services <i>(millions USD)</i>	7.572	9.925	7.606	9.174	8.302

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur <i>(en % du PIB)</i>	68,0	76,8	38,5	58,4	52,6

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Balance commerciale (hors services) <i>(millions USD)</i>	1.809	2.257	2.043	1.099	2.873
Balance commerciale (services inclus) <i>(millions USD)</i>	-706	-1.316	-2.468	-2.066	-585
Importations de biens et services <i>(croissance annuelle en %)</i>	5,0	15,9	-54,5	113,8	13,0
Exportations des biens et services <i>(croissance annuelle en %)</i>	6,6	12,7	-50,7	69,1	9,4
Importations de biens et services <i>(en % du PIB)</i>	34,5	39,4	17,8	28,5	25,0
Exportations des biens et services <i>(en % du PIB)</i>	33,5	37,4	20,7	29,9	27,5

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	-6,9	8,8	4,3	5,5	4,6
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	-2,9	7,5	5,2	6,4	5,3

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

Membre de [la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#)

Membre de [l'Union Africaine \(UA\)](#)

Membre du [Commonwealth](#)

Principaux pays partenaires

Principaux clients <i>(% des exportations)</i>	2019
Chine	16,7%
Suisse	14,7%
Inde	14,2%
Afrique du Sud	11,8%
Pays-Bas	5,8%
Voir plus de pays	36,8%

Principaux fournisseurs <i>(% des importations)</i>	2019
Chine	18,2%
Etats-Unis	9,4%

Principaux fournisseurs (% des importations)	2019
Royaume Uni	6,6%
Inde	5,6%
Belgique	5,1%
Voir plus de pays	55,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Président: Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDU (depuis le 7 janvier 2017); le président est à la fois chef d'État et chef de gouvernement

Les prochaines élections

Présidentielle: décembre 2024

Parlement: décembre 2024

Les principaux partis politiques

Nouveau parti patriotique: parti au pouvoir, centre-droit, conservateur libéral

Congrès national démocrate: principale opposition, social-démocrate

Convention nationale populaire: socialisme

Parti populaire progressiste: libéralisme social

Le pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement. Le président du Ghana est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement. Leur mandat est de quatre ans et ne peut être renouvelée qu'une seule fois. Le président nomme le vice-président et les ministres; cependant, au moins la moitié d'entre eux doivent provenir du Parlement.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif appartient au Parlement. Le Parlement du Ghana présente des similitudes avec le Parlement britannique et ses membres sont élus au scrutin majoritaire simple (ou uninominal majoritaire à un tour). Le Ghana est divisé en 275 circonscriptions élisant chacune un membre du parlement. Les membres ont un mandat de quatre ans.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on [TravelDoc Infopage](#).

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by [IATA](#).

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the [International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures](#) webpage.

Plan de relance économique

fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Ghana, please consult the country's dedicated section in the [IMF's Policy Tracker platform](#).

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's [SME Covid-19 Policy Responses](#) document.

You can also consult the World Bank's [Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19](#).